Philippines : la menace croissante des plantations de palmier à huile à Palawan

Palawan, située entre la mer de Sulu et la mer de Chine méridionale, est une des plus belles îles de l'archipel des Philippines. Elle mesure 450 kilomètres de long et 40 kilomètres dans sa partie la plus large. Le long de ses plages magnifiques, encadrées par des mangroves et par les dernières forêts de plaine d'arbres toujours verts, ses récifs coralliens hébergent une biodiversité marine unique.

Sur les près de 900 000 habitants de Palawan, 20 % appartiennent à trois groupes ethniques principaux – les Tagbanua, les Palawan et les Batak – dont les moyens d'existence sont l'agriculture (riz, manioc, taro, maïs, bananes, noix de coco, etc.), la pêche, la cueillette, et la commercialisation de produits forestiers non ligneux (voir le Bulletin nº 165).

Le gouvernement provincial de l'île affirme avec fierté que Palawan est « un paradis sans pareil ». Et vraiment, en plus de sa forêt de grande diversité, l'île possède sept zones protégées, un « Refuge de gibier et d'oiseaux » depuis 1967, et une « Réserve de mangrove » depuis 1981. En 1990, toute la province de Palawan fut déclarée par l'UNESCO « Réserve de l'humanité et de la biosphère ». La province a aussi deux Sites du Patrimoine : le Parc marin du récif de Tubbataha et le Parc national du fleuve souterrain de Puerto-Princesa ; le fleuve souterrain a été élu dernièrement comme l'une des sept merveilles du monde.

Or, ce paysage splendide et cette biodiversité unique sont en danger et risquent d'être dévastés par les activités industrielles.

L'extraction minière, que le WRM a dénoncée dans des bulletins antérieurs (nº 165 et nº 172), est devenue un gros problème à Palawan. Les graves dangers qu'elle comporte ont soulevé une opposition généralisée qui a abouti à une forte campagne ; à ce jour, plus de quatre millions de signatures ont été recueillies pour exiger d'arrêter cette activité à Palawan et dans d'autres écosystèmes insulaires (voir http://no2mininginpalawan.com/). D'autre part, le réseau des peuples autochtones ALDAW (Ancestral Land/Domain Watch) a lancé sa propre campagne en ligne contre les mines, mais aussi contre l'expansion du palmier à huile (voir http://www.petitiononline.com/PA2010/petition.html).

En fait, les peuples autochtones et les petits agriculteurs sont menacés par l'expansion des plantations industrielles de palmier à huile que le gouvernement provincial commença à promouvoir en 2003 dans certaines zones de Palawan, dans le cadre de l'objectif national consistant à planter 20 000 hectares de palmiers jusqu'en 2011.

En dépit du fait que dans bien d'autres endroits – dont l'Indonésie et la Malaisie voisines – il a été constaté que les plantations industrielles de palmier à huile avaient des effets négatifs sur l'environnement et sur les communautés locales, le gouvernement de Palawan établit en 2004 le Conseil pour le développement de l'industrie de l'huile de palme, dans le but de faire de Palawan une des provinces asiatiques productrices de palmiers.

Dans un rapport du Forest Peoples Programme – FPP (Oil Palm Expansion in South East Asia. Trends and implications for local communities and indigenous peoples;http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/oil-palm-expansion-southeast-asia-2011-low-res.pdf), Jo Villanueva décrit en profondeur la manière dont l'industrie du palmier à huile se développe à Palawan, avec la réalisation de plantations et la construction d'usines de traitement grâce à des investissements privés. Dans certaines provinces, le développement du palmier à huile concurrence déjà d'autres palmiers indigènes, comme le buri (Corypha elata), qui produit du matériau de vannerie mais dont le tronc contient également un amidon comestible, tandis que ses ubud (cœurs de palmier) sont aussi comestibles, crus ou cuits, ainsi que les amandes de ses fruits.

Dans d'autres cas, le palmier à huile envahit des terres cultivées et des territoires du domaine ancestral, transformant en plantations des forêts et des terres indigènes en jachère (benglay). Cela diminue le nombre des zones de rotation nécessaires pour le cycle de l'agriculture itinérante traditionnelle, suivant lequel les étendues cultivées sont laissées en jachère pendant plusieurs années pour que le sol récupère les nutriments et le couvert végétal. Si les zones de rotation ne sont pas suffisantes, la durabilité du système agricole indigène est en danger (Novellino, D., 2011*). Lorsque de grandes étendues plantées de produits divers sont affectées à la monoculture, elles ont besoin de produits chimiques, comme les insecticides et les pesticides, qui éliminent les nutriments du sol et libèrent du dioxyde de carbone.

L'expansion du palmier à huile a accéléré la vente et l'achat de terres, l'invasion de territoires des communautés autochtones, le déboisement (comme dans la municipalité de Quezon, où la forêt tropicale est transformée en plantations de palmiers) et le changement d'affectation des sols, qui a des effets négatifs sur la souveraineté alimentaire des communautés locales (voir la vidéo d'ALDAW,).

Dans le Sud de Palawan, la joint-venture philippine-singapourienne-malaise Palawan Palm & Vegetable Oil Mills Inc. (PPVOMI) est le leader des plantations de palmier à huile et vend toute sa production à son entreprise sœur, l'Agumil Philippines Inc. (API), qui construira une raffinerie d'huile à Maasin, dans la province de Brooke's Point, pour le traitement de l'huile de palme crue et des amandes de palmier. Au moins 70 % de sa production seront exportés à Singapour, en Chine et en Malaisie.

Il a été estimé que l'API transformera plus de 8 000 hectares de terres agricoles en plantations de palmier à huile dans les municipalités de Brooke's Point, Sofronio Spaniola et Quezon.

D'autres plantations appartiennent à des sous-traitants d'API, qui peuvent être des coopératives ou des particuliers. L'entreprise Cavite Ideal International Construction and Development (CAVDEAL), qui participe au projet de construction de routes dans le Sud de Palawan, s'est tournée elle aussi vers l'affaire de l'huile de palme et a acheté quelque 5 100 hectares dans les municipalités de Brooke's Point et Sofronio Spaniola, tandis que la société philippine COH a acquis 700 hectares, pour y faire des plantations de palmier à huile.

La municipalité d'Española est celle qui a le plus fort pourcentage de terres plantées de palmiers à huile, mais ceux-ci sont en train de s'étendre sur d'autres municipalités, comme Brooke's Point, Bataraza, Rizal, Quezón, etc.

La campagne du réseau philippin de peuples indigènes ALDAW a compris le danger que représente l'expansion des entreprises de palmiers à huile et elle demande que l'on adopte des réglementations

plus restrictives à ce sujet, afin de mettre fin au déboisement, à la destruction de l'habitat, à la pénurie d'aliments et à la violation des droits des peuples autochtones.

En novembre, ALDAW a invité le WRM à visiter les municipalités d'Española, Quezón et Brooke's Point, pour constater les effets de plus en plus nombreux de l'expansion du palmier à huile. Au cours de cette visite, nous avons rencontré plusieurs membres des communautés palawan, dans le village d'Iraray II d'Española. Ces personnes se sont plaintes que leurs plantations de cocotiers étaient décimées par un ravageur qui creuse des réseaux de petits tunnels dans les troncs des cocotiers, et qui avait commencé à les attaquer après que les plantations de palmier à huile s'étaient répandues dans la région. La noix de coco est très importante pour la subsistance des habitants parce qu'elle fournit de nombreux produits, tandis que l'endocarpe sec (le copra) est vendu pour obtenir de l'argent comptant. La destruction des cocotiers est une menace pour l'économie familiale, et elle aggravera sans doute la pauvreté du milieu rural dans les zones concernées. Nous avons pu voir, sur une des feuilles jaunâtres d'un cocotier mourant, cet insecte rouge qu'ALDAW a identifié comme le charançon rouge des palmiers (Rhynchophorus ferrugineus), originaire du Sud de l'Asie. Cet insecte trouve sans doute plus facile d'attaquer les cocotiers que les palmiers à huile, ces derniers ayant reçu des pulvérisations de pesticides. L'étude du Forest Peoples Programme rapporte que, rien qu'à Iraray, plus d'un millier de cocotiers appartenant à vingt agriculteurs ont été attaqués.

Dans la municipalité de Brooke's Point, le gouvernement local d'Ipilan a adopté, le 11 novembre 2011, la Résolution nº 55, qui demande au gouvernement municipal (Sangguniang Bayan), au gouvernement provincial (Sangguniang Panlalawigan), au Conseil pour le développement durable de Palawan (PCSD), au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (DENR) et à d'autres organismes concernés de « prendre des mesures immédiates pour neutraliser l'impact négatif des plantations de palmier à huile et pour freiner l'expansion des plans de développement de ce genre dans la juridiction de Barangay Ipilan et chez les communautés voisines », en raison du fait que, à certains endroits, le palmier à huile « concurrence déjà et envahit des zones cultivées (par exemple, des rizières) qui sont la base de l'autosuffisance locale », qu'il « réduit le nombre des zones nécessaires pour le cycle de rotation agricole, au détriment de la durabilité du système agricole de Palawan (uma) », et que « les herbicides utilisés dans les plantations de palmier à huile portent atteinte à la diversité biologique locale en faisant mourir plusieurs espèces d'oiseaux, comme l'ont confirmé les agriculteurs et les autochtones ».

L'expansion du palmier à huile a de graves effets sur l'accès des peuples indigènes à leurs domaines ancestraux, non seulement parce que les produits chimiques toxiques utilisés dans les plantations polluent les bassins et les réserves d'eau, mais parce que les contrats d'affermage passés avec les entreprises font qu'ils perdent la possibilité d'utiliser et de contrôler leurs terres et leurs ressources naturelles.

La résolution reconnaît « que le public dispose de très peu d'information sur les processus et les procédures qui mènent à la délivrance de permis de déboisement et de changement d'affectation des terres aux entreprises de palmier à huile » ; « certains membres des communautés indigènes ont ‘loué' des portions de leur terre à [ces] entreprises, sans connaître exactement la nature de ces accords et sans recevoir des contrats clairs signés par l'entreprise ».

La culture du palmier à huile est encouragée au nom du « développement », mais de quel développement ? D'après ALDAW, « quand les agriculteurs des terres basses de Palawan parlent de ‘développement agricole', ce qui les intéresse le plus est d'améliorer leurs cultures de riz irrigué et de trouver un marché stable pour leurs noix de coco et autres produits agricoles mineurs. Quand les autochtones des terres hautes parlent de ‘développement agricole', il s'agit de disposer de terres

boisées suffisantes pour y cultiver par le système d'alternance du riz et d'autres produits (patate douce, manioc, taro, maïs, sorgho, etc.) ».

Leur nature même fait que les plantations industrielles de palmier à huile ne soient pas écologiquement valables, puisqu'elles éliminent la diversité biologique ; en outre, elles ne représentent certainement pas une option valable pour la subsistance durable des petits agriculteurs et des peuples autochtones.

L'opposition aux plantations de palmier à huile croît de plus en plus à Palawan, et une nouvelle campagne internationale sera bientôt lancée pour freiner leur prolifération.

Raquel Núñez, WRM, raquelnu@wrm.org.uy. Article basé sur la visite à Palawan dirigée par l'équipe du réseau indigène ALDAW (Ancestral Land / Domain Watch) et sur des rapports fournis par cette organisation.

(*) The Status of Oil Palm Plantations on Palawan Island (The Philippines), D. Novellino, 2011. Ce rapport a été présenté à Corporate Watch, qui l'inclura dans une de ses prochaines publications.